

Le Président du MEDEF invité au Conseil d'Administration de l'USI

Geoffroy Roux de Bézieux a participé au dernier conseil d'administration de l'Union des stockistes industriels (USI) le 10 décembre dernier. L'occasion pour le Président du MEDEF de partager sa vision sur l'état de santé de la France et ses inquiétudes pour le secteur pétrolier.

Accueilli par Mickael Jouet, Président de l'USI, Geoffroy Roux de Bézieux a décrypté pour les adhérents, sa vision de l'état général du pays au regard de la situation de crise sanitaire et économique. Une perception nourrie par ses rencontres fréquentes avec le Gouvernement et les organisations syndicales.

Le Président du MEDEF a d'abord évoqué les écarts géopolitiques et économiques constatés entre les continents et entre pays au sein de l'Europe à ce stade de la crise. Il a rappelé le rôle fondamental, stabilisateur et protecteur, des institutions européennes et notamment de la Banque Centrale Européenne.

Il a ensuite abordé deux thèmes centraux pour les membres de l'USI :

- Les modalités de sortie de crise sanitaire et l'évolution des règles concernant le télétravail ;
- La transition énergétique et les projets gouvernementaux pris en fonction des objectifs européens du Green Deal.

Sur la question du télétravail, Geoffroy Roux de Bézieux a rappelé les principes qui ont guidé le MEDEF lors de la négociation de l'accord national interprofessionnel récemment signé avec la majorité des organisations syndicales, à savoir la définition de mesures adaptées à **législation constante**, et des mesures préconisées à adapter **par les entreprises**.

Son exposé s'est naturellement conclu par une séance de questions/réponses particulièrement riche.

Aux membres de l'USI manifestant leur consternation de voir l'Etat apporter un soutien systématique au « tout électrique » sans tenir compte du bilan CO2 complet, Geoffroy Roux de Bézieux a confirmé qu'il partageait leurs inquiétudes, ajoutant que si le Gouvernement se confortait dans cette voie, des pans entiers du secteur de l'industrie, parmi lesquelles de nombreuses PME/TPE réparties sur le territoire national pourraient disparaître. C'est dans le secteur de la sous-traitance automobile que le risque est le plus important avec des pertes d'emplois à la clef (la crise COVID accélérant le processus). Par ailleurs, il a reconnu partager avec les membres de l'USI l'inquiétude face à la volonté gouvernementale d'une électrification à marche forcée du mode de chauffage des particuliers, au détriment du fioul domestique, énergie très flexible par définition. Cette transition accroît les risques de tension sur les réseaux et rendra indispensable des investissements lourds dans des moyens massifs de production électrique, tels que le nucléaire.